

FICHIER 2 2026 B40 (def)

MANIFESTE POUR L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE

Mettre les réformateurs de l'Éducation nationale à la réforme

Pour instruire, émanciper et restaurer l'exigence scolaire

par

ASVPNF, septembre 2026

En vue du débat présidentiel de 2027

Préambule

L'École publique ne peut être réduite ni à un lieu de socialisation, ni à un dispositif d'occupation des enfants, ni à une administration chargée d'attester des « compétences ». Sa finalité propre est l'instruction : faire accéder chaque élève à la maîtrise progressive de la langue, du raisonnement, des connaissances, du jugement et de la culture commune.

Le recul français dans les évaluations internationales ne peut être expliqué par une cause unique. Les effets de la crise sanitaire, des usages numériques, des inégalités sociales, des difficultés de recrutement et du rapport parfois dégradé au travail doivent être

pris au sérieux. Mais ces facteurs ne dispensent pas d'interroger la politique scolaire elle-même : ses programmes, ses prescriptions, ses méthodes de formation et sa conception du métier enseignant.

Le présent manifeste ne vise pas les professeurs, dont beaucoup accomplissent, dans des conditions difficiles, un travail remarquable. Il met en cause une succession de doctrines et de réformes qui ont trop souvent éloigné l'institution de son cœur de métier : transmettre des savoirs exigeants à tous, en particulier à ceux qui ne les reçoivent pas spontanément dans leur milieu familial.

Le paradoxe français

« Hier, dans des classes nombreuses, les instituteurs savaient conduire avec méthode des générations d'enfants vers la lecture, l'écriture, le calcul et le raisonnement. Aujourd'hui, les classes sont souvent moins chargées, les enseignants plus diplômés, l'appareil de formation plus développé ; pourtant, l'École peine trop fréquemment à garantir ces acquisitions élémentaires. »

Ce contraste ne justifie ni la nostalgie aveugle ni le dénigrement des professeurs des écoles. Il oblige à poser une question de fond : qu'avons-nous perdu lorsque l'École a déplacé son centre de gravité, de la transmission ordonnée des savoirs vers la multiplication des dispositifs, des projets, des injonctions méthodologiques et des grilles d'évaluation ?

L'enquête PISA 2025, publiée en septembre 2026, situe la France au 27^e rang sur 91 pays et économies. Les élèves français obtiennent 458 points en mathématiques, 456 en compréhension de l'écrit et 483 en sciences ; les deux premiers résultats sont inférieurs à la

moyenne de l'OCDE. Depuis 2012, les scores français ont reculé dans les trois domaines. [web:46][web:49][web:52]

Notre thèse

Les réformateurs pédagogistes ont, au fil de plusieurs décennies, contribué à substituer à l'École de l'instruction une École de la procédure. L'élève est sommé de « construire » par lui-même ce qu'il n'a pas encore les moyens de comprendre ; le professeur est invité à s'effacer derrière des dispositifs ; les connaissances sont fragmentées en compétences ; l'évaluation prend le pas sur l'enseignement.

Il ne s'agit pas de récuser toute pédagogie, toute activité de recherche, toute coopération ou tout projet. Une pédagogie digne de ce nom est l'art d'enseigner : elle organise les explications, les exercices, les reprises, la mémoire, l'attention et l'effort. Ce que nous refusons est l'idéologie qui oppose artificiellement le savoir à l'élève, l'explication à l'activité, l'exigence à l'égalité, l'autorité à la bienveillance.

I. Le diagnostic : une École détournée de sa mission

1. L'instruction reléguée derrière l'animation

L'École républicaine repose sur une idée simple : l'enfant ne vient pas seulement y vivre, s'exprimer ou s'épanouir ; il y vient apprendre ce qu'il ne peut apprendre seul. Lorsque les projets, les parcours et les activités périphériques absorbent le temps scolaire, ils deviennent une concurrence directe aux apprentissages fondamentaux.

- Réaffirmer que la première responsabilité de l'École est de faire apprendre : lire avec précision, écrire correctement, calculer avec sûreté, raisonner, comprendre un texte, connaître l'histoire, les sciences et les œuvres.

- Garantir du temps quotidien pour les apprentissages structurants, sans dispersion dans une inflation de dispositifs annexes.

2. L'enseignant devenu « facilitateur »

Le professeur est le médiateur compétent entre l'élève et le savoir. Il explique, montre, guide, interroge, fait répéter, corrige et évalue. Le réduire au rôle de « facilitateur » revient à priver les enfants, surtout les plus fragiles, de l'explicitation dont ils ont besoin.

L'autonomie ne précède pas les apprentissages : elle en est l'un des résultats. On ne demande pas à un enfant de découvrir seul les règles de la lecture, de la grammaire ou du calcul ; on lui donne des outils, puis on l'entraîne jusqu'à ce qu'il puisse les employer avec assurance.

3. Le règne de la compétence sans contenu

Évaluer une compétence n'a de sens que si elle s'appuie sur des connaissances clairement enseignées. Or l'extension de grilles, d'items et de formulations souvent opaques a parfois substitué le constat administratif du « niveau atteint » au patient travail de l'acquisition. Une compétence n'est pas une matière scolaire : elle suppose vocabulaire, savoirs, procédures et entraînement.

Cette dérive est particulièrement visible lorsque l'on prétend évaluer la compréhension sans avoir assuré une lecture fluide, ou le raisonnement mathématique sans automatisation suffisante du calcul et des propriétés fondamentales.

4. Des programmes instables et surchargés

Les programmes fréquemment remaniés et les prescriptions superposées fatiguent les équipes et troublent la continuité des apprentissages. En mathématiques, un rapport du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan souligne notamment l'introduction longtemps tardive des décimaux et fractions, le faible recours à l'enseignement explicite de la résolution de problèmes et une exposition insuffisante

à des tâches de raisonnement exigeantes. En sciences, il relève que des horaires faibles, des programmes changeants et des démarches d'investigation chronophages ont pu réduire le temps consacré aux concepts fondamentaux.

5. L'égalité confondue avec l'abaissement des exigences

L'égalité républicaine ne consiste pas à rendre les attentes floues, à minimiser les écarts ou à reporter indéfiniment les remédiations. Elle commande au contraire de donner davantage à ceux qui ont moins : davantage de temps, d'explications, d'exercices, de corrections et d'accompagnement. L'exigence, si elle est accompagnée, est la condition de l'émancipation.

L'abaissement général n'a jamais réduit les inégalités : il les rend moins visibles à l'École et les déplace vers les familles capables de compenser, par le capital culturel, les cours privés ou le choix de l'établissement.

II. PISA : une alerte, non un slogan

PISA ne mesure pas toute la valeur d'un système éducatif, ni la richesse de la culture française, ni le dévouement des personnels. Il constitue cependant un signal sérieux sur la capacité d'élèves de quinze ans à mobiliser leurs acquis en lecture, mathématiques et sciences. Il ne doit être ni absolutisé, ni écarté quand ses résultats dérangent.

En 2025, la France a perdu 16 points en mathématiques et 18 points en compréhension de l'écrit par rapport à 2022 ; les sciences reculent de 4 points. La baisse est internationale, mais le recul français demeure préoccupant : mathématiques et lecture sont sous la moyenne OCDE, tandis que les sciences se situent à un niveau voisin.

Le constat doit donc être double. Oui, les écrans, la pandémie, les difficultés sociales, la désaffection pour la lecture et les problèmes d'attractivité du métier comptent. Mais non, ces facteurs ne suffisent pas à expliquer pourquoi l'institution française persiste à fragiliser la transmission explicite, la continuité des programmes et l'exercice effectif de l'autorité pédagogique.

III. Mettre les réformateurs à la réforme

La formule n'est pas un mot d'ordre contre les enseignants ni contre la recherche. Elle désigne une exigence de responsabilité. Toute réforme doit être évaluée sur ses effets observables : ce que les élèves savent réellement lire, écrire, restituer, calculer, démontrer et comprendre. Les doctrines qui ont échoué doivent être rectifiées, sans esprit de corps ni tabou idéologique.

- Soumettre tout changement majeur de programme ou de formation à une évaluation indépendante, publique et pluriannuelle.
- Associer réellement les enseignants de terrain, les inspecteurs expérimentés, les chercheurs de disciplines et les parents à l'élaboration des prescriptions.
- Abandonner le langage opaque des injonctions administratives au profit d'objectifs simples, lisibles et vérifiables par tous.
- Publier les résultats des expérimentations avant leur généralisation ; une réforme doit faire ses preuves avant de devenir une norme nationale.

IV. Dix engagements pour refonder l'École

1. Remettre l'instruction au premier rang

Inscrire sans ambiguïté dans tous les textes de cadrage que la mission première de l'École est l'instruction de tous. La socialisation, la prévention, l'orientation et l'ouverture culturelle important ; elles ne doivent jamais absorber le temps dû aux savoirs fondamentaux.

2. Garantir les fondamentaux dès l'école primaire

Faire de la lecture, de l'écriture, de la grammaire, de l'orthographe, du calcul et de la résolution de problèmes les priorités effectives du primaire. Chaque élève doit quitter le CM2 capable de lire un texte suivi avec fluidité, d'en comprendre l'explicite et l'implicite simple, d'écrire un texte cohérent et de maîtriser les techniques opératoires essentielles.

3. Rétablir des programmes cohérents et cumulatifs

Élaborer des programmes brefs, précis, progressifs et stables sur une durée suffisante. Chaque année doit s'appuyer sur des acquis explicitement identifiés de l'année précédente. Les manuels et ressources devront être choisis pour leur clarté, leur progressivité et leur conformité aux savoirs à enseigner.

4. Restaurer l'enseignement explicite

Faire de l'explication, de l'exemple guidé, de la pratique régulière, de la mémorisation et de la correction des éléments centraux de la formation. L'activité de l'élève demeure essentielle, mais elle doit être organisée : on ne confond plus la recherche libre avec l'apprentissage initial d'une notion complexe.

5. Refonder la formation des professeurs

Les INSPE doivent être réorientés vers une double exigence : maîtrise effective des disciplines et apprentissage rigoureux du métier. La formation doit donner à chaque futur enseignant des outils concrets pour préparer une progression, expliquer une notion,

conduire une classe, faire travailler, repérer une difficulté, corriger et faire progresser.

6. Rehausser le recrutement et la considération du métier

Recruter sur des connaissances solides, revaloriser substantiellement les rémunérations et sécuriser les débuts de carrière. La Nation ne peut prétendre restaurer l'École tout en acceptant que les concours peinent à pourvoir les besoins ou que les professeurs soient insuffisamment soutenus dans les secteurs les plus difficiles.

7. Rendre à l'autorité sa fonction éducative

L'autorité n'est ni l'autoritarisme ni l'humiliation. Elle est la condition d'un espace commun où chacun peut écouter, travailler et apprendre. Des règles peu nombreuses, explicites et effectivement appliquées doivent protéger le droit des élèves studieux à recevoir un enseignement et le droit des professeurs à l'exercer.

- Éloigner réellement les téléphones et les distractions numériques du temps de classe.
- Assurer un soutien hiérarchique, juridique et éducatif effectif aux personnels confrontés à des perturbations répétées.

8. Faire de l'évaluation un outil de progrès

Les évaluations nationales doivent servir d'abord à repérer, tôt et clairement, les besoins des élèves et à déclencher des aides adaptées. Elles doivent porter sur des savoirs réellement enseignés, être comprises des familles et ne jamais se perdre dans des indicateurs inexploitable.

Il faut également réhabiliter la correction précise : signaler une erreur, expliquer sa nature, la faire reprendre et vérifier sa

disparition. La bienveillance authentique ne consiste pas à taire l'erreur ; elle consiste à donner les moyens de la surmonter.

9. Organiser l'aide sans masquer les difficultés

Lorsqu'un élève ne maîtrise pas les prérequis, il doit bénéficier rapidement d'un accompagnement intensif, fondé sur un diagnostic simple et des objectifs limités. Les regroupements temporaires, les temps de consolidation et, lorsque cela s'impose, le redoublement préparé et accompagné ne doivent plus être des tabous mais des outils au service de la réussite réelle.

10. Restaurer une culture commune ambitieuse

L'École doit offrir à tous les enfants ce que certains reçoivent déjà à la maison : la langue élaborée, les grandes œuvres, l'histoire nationale et européenne, les sciences, les arts, l'esprit critique et l'aptitude à distinguer le fait, l'opinion et la preuve. La culture commune n'est pas un supplément d'âme ; elle est le bien partagé d'une démocratie.

VI. Une méthode de réforme responsable

Ce manifeste ne réclame pas une énième agitation législative. Il demande une politique de consolidation : des programmes stabilisés, un calendrier pluriannuel, des ressources claires, une formation cohérente et une évaluation régulière des effets. L'École ne peut être reconstruite au rythme des alternances ministérielles et des slogans de rentrée.

Une grande loi d'orientation devra fixer des objectifs de dix ans : hausse de la maîtrise de la lecture en fin de primaire ; réduction massive des élèves en difficulté ; amélioration de la culture mathématique ; reconstitution d'un vivier d'élèves très performants ; amélioration de l'attractivité du métier. Ces objectifs devront être publiés annuellement et discutés devant la représentation nationale.

Les familles doivent être associées dans la clarté : l'École leur doit des informations intelligibles sur les acquis, les difficultés et les voies de progrès. En retour, la Nation doit reconnaître que l'assiduité, le sommeil, la lecture, l'éloignement des écrans et le respect du travail scolaire sont des conditions concrètes de la réussite.

Conclusion : un choix de civilisation

La crise de l'École n'est pas une fatalité. Elle n'est pas davantage l'effet d'une supposée incapacité des enfants d'aujourd'hui. Les enfants n'ont pas changé de nature : ils ont toujours besoin de temps, de calme, de maîtres instruits, d'exigences justes, d'explications patientes et du droit de recommencer jusqu'à réussir.

La question est donc politique au sens le plus élevé : voulons-nous une École qui certifie des parcours ou une École qui transmet réellement ? Voulons-nous masquer les difficultés sous les mots de la compétence, ou donner à chacun les moyens d'accéder aux savoirs qui libèrent ?

« Mettre les réformateurs à la réforme, c'est remettre leurs décisions à l'épreuve du réel : non des intentions proclamées, mais des connaissances acquises par les élèves. »

En 2027, l'École doit redevenir une priorité nationale concrète. Instruire tous les enfants, sans renoncer à l'exigence ni à la justice : telle est la condition d'une République éclairée, fraternelle et libre.

Repères documentaires

- Catherine Kintzler, « École : les réformateurs ont réussi ! », Mezetulle, 11 septembre 2026 (article à l'origine de la réflexion présente).

- PISA 2025 : France, résultats publiés en septembre 2026 ; scores France : 458 en mathématiques, 456 en compréhension de l'écrit et 483 en sciences. [web:46][web:49]
 - Haut-Commissariat à la stratégie et au plan, Niveau scolaire : éléments de diagnostic et propositions, 2026. [web:47]
 - Jean-Claude Milner, De l'école, 1984 ; Catherine Kintzler, Condorcet, l'instruction publique et la naissance du citoyen, 1984 ; Jacques Muglioni, L'école ou le loisir de penser, 1993 ; René Chiche, La désinstruction nationale, 2019.
-